
Politique de lutte contre l'esclavage et la traite des êtres humains

POL-0052

Introduction

Principe anti-esclavage de ZKTeco Europe :

"ZKTeco a une politique de tolérance zéro en ce qui concerne l'esclavage moderne et la traite des êtres humains. Nous sommes opposés à toute forme d'esclavage moderne, quelle qu'elle soit, et nous nous engageons à contribuer à sa lutte de toutes les manières possibles. Nous attendons de tous les fournisseurs, consommateurs, contreparties, vendeurs et partenaires avec lesquels nous travaillons qu'ils se comportent d'une manière conforme à ce principe".

ZKTeco est un développeur et fabricant mondial de premier plan, spécialisé dans les technologies avancées de vérification biométrique et les solutions de sécurité, qui opère dans le monde entier. Notre activité principale se concentre sur les applications d'authentification d'identité intelligente, les solutions de contrôle d'entrée intelligente, y compris les piétons et les véhicules, les bureaux intelligents et les solutions d'accès intelligentes.

Déclaration de politique générale

L'esclavage moderne est un crime et une violation des droits fondamentaux de l'homme. Il prend diverses formes, telles que l'esclavage, la servitude, le travail forcé et obligatoire et la traite des êtres humains, qui ont toutes en commun la privation de la liberté d'une personne par une autre afin de l'exploiter à des fins personnelles ou commerciales. ZKTeco Inc. a une approche de tolérance zéro vis-à-vis de l'esclavage moderne, et nous nous engageons à agir de manière éthique et intègre dans toutes nos transactions et relations commerciales, ainsi qu'à mettre en œuvre et à appliquer des systèmes et des contrôles efficaces afin de garantir que l'esclavage moderne n'a pas lieu, que ce soit dans notre propre entreprise ou dans l'une de nos chaînes d'approvisionnement.

ZKTeco Inc. s'engage à assurer la transparence de nos activités et de notre approche de la lutte contre l'esclavage moderne dans l'ensemble de nos chaînes d'approvisionnement, conformément à nos obligations de divulgation en vertu de la loi sur l'esclavage moderne de 2015. Nous attendons les mêmes normes élevées de la part de tous nos entrepreneurs, fournisseurs et autres partenaires commerciaux, et dans le cadre de nos processus contractuels, nous incluons des interdictions spécifiques contre l'utilisation du travail forcé, obligatoire ou de la traite, ou toute personne tenue en esclavage ou en servitude, qu'il s'agisse d'adultes ou d'enfants, et nous attendons de nos fournisseurs qu'ils imposent les mêmes normes élevées à leurs propres fournisseurs.

Cette politique s'applique à toutes les personnes travaillant pour ZKTeco Inc. ou en son nom, à quelque titre que ce soit, y compris les employés à tous les niveaux, les directeurs, les responsables, les travailleurs intérimaires, les travailleurs détachés, les bénévoles, les stagiaires, les agents, les entrepreneurs, les consultants externes, les représentants tiers et les partenaires commerciaux. Dans le cadre de son engagement à lutter contre l'esclavage moderne, ZKTeco a mis en place diverses procédures et politiques. Celles-ci comprennent des procédures et des politiques qui exigent la conduite d'une diligence raisonnable sur tous ses investissements et acquisitions potentiels et existants. En outre, ZKTeco effectue un contrôle préalable sur ses partenaires commerciaux, ses fournisseurs et ses consommateurs. ZKTeco a des dispositions contractuelles dans ses contrats qui exigent le respect des lois anti-esclavagistes et a diverses politiques applicables au personnel qui concernent le respect de ce principe.

Responsabilité de la politique

Le conseil d'administration a la responsabilité générale de s'assurer que cette politique est conforme à nos obligations légales et éthiques, et que toutes les personnes sous notre contrôle s'y conforment.

Le directeur administratif de ZKTeco Inc. est le responsable de la conformité et a la responsabilité principale et quotidienne de la mise en œuvre de cette politique, de la surveillance de son utilisation et de son efficacité, du traitement de toute question à ce sujet et de l'audit des systèmes et procédures de contrôle interne pour s'assurer qu'ils sont efficaces dans la lutte contre l'esclavage moderne.

La direction, à tous les niveaux, doit s'assurer que les personnes qui lui rendent des comptes comprennent et respectent cette politique et reçoivent une formation adéquate et régulière sur celle-ci et sur la question de l'esclavage moderne dans les chaînes d'approvisionnement.

Des audits réguliers sont entrepris par l'équipe administrative pour s'assurer que l'entreprise et la chaîne d'approvisionnement sont en conformité avec cette politique. Ces audits font l'objet d'un rapport annuel dans le cadre de la déclaration sur l'esclavage moderne.

Les employés sont invités à commenter cette politique et à suggérer des moyens de l'améliorer. Les commentaires, suggestions et questions sont encouragés et doivent être adressés au responsable de la conformité.

Respect de la politique

Les employés doivent s'assurer qu'ils ont lu, compris et respecté cette politique.

La prévention, la détection et le signalement de l'esclavage moderne dans toute partie de notre activité ou de nos chaînes d'approvisionnement relèvent de la responsabilité de tous ceux qui travaillent pour nous ou sous notre contrôle. Les employés sont tenus d'éviter toute activité qui pourrait conduire à, ou suggérer, une violation de cette politique. Les employés doivent informer leur responsable ou le responsable de la conformité dès que possible s'ils pensent ou soupçonnent qu'un conflit avec cette politique s'est produit ou pourrait se produire à l'avenir. Ils sont encouragés à faire part de leurs préoccupations concernant toute question ou tout soupçon d'esclavage moderne dans n'importe quel secteur de notre entreprise ou dans les chaînes d'approvisionnement de n'importe quel fournisseur, et ce le plus tôt possible.

Nous souhaitons encourager l'ouverture et nous soutiendrons toute personne qui soulève de bonne foi des préoccupations authentiques dans le cadre de cette politique, même si elles s'avèrent être erronées. Nous nous engageons à veiller à ce que personne ne subisse de traitement préjudiciable pour avoir signalé de bonne foi son soupçon que l'esclavage moderne, sous quelque forme que ce soit, est ou peut être pratiqué dans une partie de notre entreprise ou dans l'une de nos chaînes d'approvisionnement. Le traitement préjudiciable comprend le licenciement, les mesures disciplinaires, les menaces ou tout autre traitement défavorable lié au fait de soulever une préoccupation. Si un employé pense avoir subi un tel traitement, il doit en informer immédiatement le responsable de la conformité. Si le problème n'est pas résolu, et s'il s'agit d'un employé, il doit le soulever formellement en utilisant notre procédure de grief.

Communication et sensibilisation à cette politique

Une formation sur cette politique et sur le risque auquel notre entreprise est confrontée en raison de l'esclavage moderne dans ses chaînes d'approvisionnement fait partie du processus d'intégration de toutes les personnes qui travaillent pour nous, et des formations régulières seront organisées si nécessaire.

Notre approche de tolérance zéro à l'égard de l'esclavage moderne est communiquée à tous les fournisseurs, entrepreneurs et partenaires commerciaux dès le début de notre relation d'affaires avec eux et est renforcée de manière appropriée par la suite.

Violations de cette politique

Tout employé qui enfreint cette politique fera l'objet de mesures disciplinaires, pouvant aller jusqu'au licenciement pour faute grave.

Nous mettrons fin à notre relation avec les autres personnes et organisations travaillant en notre nom si elles enfreignent cette politique.